TROP C'EST TROP

Nous tenions d'abord à rappeler que les organisations syndicales ne sont pas des partenaires sociaux. Leur rôle, et celui de leurs représentants, est bien d'assurer la défense collective et individuelle des intérêts des agents des finances publiques. Ne vous en déplaise, nous avons été élus par 77,05% des agents de la DRFiP Nord, et nous sommes de ce fait pleinement légitimes à porter leur parole, leurs inquiétudes, leurs demandes.

Mais au-delà de ce rôle premier, nous portons des valeurs. Une de celles à laquelle nous sommes le plus attachés est le maintien du service public et son accessibilité pour toutes et tous. Les services publics sont indispensables, ils sont la richesse de celles et ceux qui n'en ont pas, ils assurent la présence de la République partout sur le territoire, ils réduisent les inégalités, ils ont vocation à rendre notre société plus juste et équitable.

La CGT Finances Publiques et Solidaires Finances Publiques sont des syndicats représentatifs à la DGFiP, et les agents qui leur donnent mandat rejettent toujours massivement toutes les réformes de ces dernières années, et en tout premier lieu le Nouveau Réseau de Proximité et la Loi de Transformation de la Fonction Publique.

Le Comité Technique Local est une instance de concertation chargée de donner son avis sur les questions et projets de textes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services, les questions relatives aux effectifs, aux emplois et aux compétences et les projets de statuts particuliers.
La concertation est une pratique qui consiste à faire précéder une décision d'une consultation des parties concernées, et non une validation de vos décisions prises unilatéralement. Mais pour se faire, il faudrait être capable d'écouter, et pas seulement d'entendre.
En tant qu'élus des personnels en CTL, nous refusons que le CTL ne soit à vos yeux, qu'une simple chambre d'enregistrement pour mettre en œuvre le NRP quelques soient nos propositions que vous écartez et le véto que nous opposons à ces mesures.

Depuis de trop nombreux mois, seules des mesures de recul des services publics et donc de la République, ou encore sur des mesures de régression des droits et garanties des agents, sont présentées dans les instances de la DGFiP.
Les CTL de la DRFiP 59 en sont la parfaite illustration.
Aucune des propositions portées par les organisations syndicales dans cette instance n'a été retenue, ni même étudiée. Et pourtant, les projets que vous présentez ne sont jamais complets, ni aboutis.
Vos propos méprisants face au mal être de nos collègues et de leurs conditions de travail déplorables sont devenus inentendables. Ils relèvent désormais du déni au mieux, mais plus vraisemblablement de l'insulte.

Nous n’en pouvons plus d’entendre que la mobilité forcée n’existe pas.
Nous n’en pouvons plus d’entendre que le NRP c’est du gagnant-gagnant pour les collègues et les usagers.
Nous n’en pouvons plus d’entendre que les suppressions d’emplois n’ont pas d’impact sur les agents et leurs conditions de travail
Nous n’en pouvons plus d’entendre le terme de bienveillance et ses relents de paternalisme social.
Nous n’en pouvons plus d’entendre que votre rôle se limite à mettre en œuvre les politiques gouvernementales.
Et que dire de la propagande véhiculée à longueur de pages dans votre pseudo magasine du NRP.

Puisque vous refusez obstinément d’écouter les propositions que nous pouvons porter, aujourd’hui la CGT Finances Publiques et Solidaires Finances Publiques refusent de cautionner vos décisions destructrices et décident de quitter ce comité technique.